



# La guerre américaine en Irak, une validation du principe de l'action préventive et de la Stratégie Nationale de Sécurité ?

Mémoire de géopolitique

du lieutenant-colonel Olivier PASSOT

dans le cadre du séminaire

« la nouvelle stratégie américaine et les menaces asymétriques »

Directeur : Monsieur Antoine ASSAF

Mars 2004

# Sommaire

## 1E PARTIE– L’IRAK CONSTITUE L’OBJECTIF IDEAL AU REGARD DE LA NSS ET DES INTERETS AMERICAINS

- 1.1 La menace irakienne justifie l’action préventive que préconise la NSS
- 1.2 l’Irak, une cible antérieure à la NSS
- 1.3 un objectif rendu plus vulnérable par les fragilités dont souffre le régime

## 2E PARTIE- LE DECALAGE ENTRE LE MODELE DE REFERENCE ET LA REALITE IRAKIENNE REND NECESSAIRE DES AJUSTEMENTS

- 2.1 le décalage entre le modèle théorique et les réalités du terrain
- 2.2 Erreurs commises par le commandement dans un contexte de guerre
- 2.3 des ajustements qui s’apparentent à une course contre la montre

## 3E PARTIE- LES SCENARIOS D’AVENIR, OU LA REUSSITE DU MODELE IRAKIEN ?

- 3.1 la démocratisation de l’Irak et ses effets escomptés
- 3.2 la démocratie en Irak : un mythe ?
- 3.3 les scénarios possibles

## INTRODUCTION

Les attaques du 11 septembre 2001 perpétrées sur le World Trade Center et le Pentagone ont marqué une rupture majeure dans la pensée stratégique. En provoquant un véritable traumatisme dans l'opinion américaine, ils ont administré la preuve que la première puissance militaire pouvait être vulnérable sur son propre sol, alors que les deux conflits mondiaux l'avaient épargné. Ces attentats s'inscrivent dans une logique bien différente des affrontements connus à l'époque de la guerre froide, dans lesquels l'ennemi était identifié et localisé. Un affrontement classique avec les Etats-Unis est devenu improbable, car ils constituent la seule puissance mondiale, et leur supériorité militaire est telle qu'aucun autre Etat ne peut espérer rivaliser<sup>1</sup>. Désormais, les acteurs qui entendent défier les Etats-Unis doivent mettre sur pied des scénarios dans lesquels ils visent des symboles ou des intérêts vitaux sans s'attaquer de front à la puissance américaine.

Ainsi, les attentats du 11 septembre s'inscrivent dans le cadre d'un affrontement asymétrique. L'asymétrie est un mode d'évaluation des rapports de forces, employé par les sociologues mais plus couramment par les stratèges. On peut la définir comme la recherche de l'avantage en exploitant les faiblesses et vulnérabilités de l'adversaire tout en évitant ses points forts. La définition américaine de l'asymétrie élargie à l'ensemble du champ de la conflictualité, pourrait être synthétisée comme l'utilisation de critères différents ou d'une règle du jeu différente. Cette stratégie a pour but d'acquérir l'avantage sur un adversaire, ou à tout le moins de créer chez lui la vulnérabilité et la déstabilisation. Dès lors, l'incertitude règne quant aux intentions des acteurs asymétriques et à l'évolution possible des menaces, et provoque l'éclatement du champ stratégique en une multitude de scénarios. Après les deux ruptures qu'ont constitué la chute du mur de Berlin et les attentats du 11 septembre, l'asymétrie tend à cristalliser la nouvelle représentation de la menace.

La doctrine militaire américaine avait fortement évolué depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, sous l'impulsion notamment de la Revolution in Military Affairs, qui accorde le primat à la supériorité technologique. Les menaces asymétriques avaient déjà fait leur apparition dans le discours officiel<sup>2</sup>. Des scénarios du type 11 septembre étaient déjà

---

<sup>1</sup> En 2003, les dépenses militaires américaines représentent 55% du total des dépenses mondiales.

<sup>2</sup> Les menaces asymétriques contre les Etats-Unis recensées dans les discours officiels sont : le terrorisme, la guerre de l'information, le crime organisé transnational, la prolifération NBC et balistique, le C3D2 (Cover, Concealment, Camouflage, Denial and Deception).

envisagés dans la doctrine militaire américaine, et ils étaient déjà évoqués dans le projet de Quadriennal Defense Review (QDR), élaboré avant cette date.

Cependant, le choc provoqué par le 11 septembre impose une révision en profondeur des concepts stratégiques, qui déborde largement sur la politique étrangère des Etats-Unis : l'asymétrie devient le paradigme dans le discours officiel, et l'ensemble du dispositif s'articule autour des nouveaux types de menaces<sup>3</sup>. La QDR publiée fin septembre 2001, assigne aux forces armées la défense du territoire national comme mission essentielle. La Stratégie nationale pour la sécurité du territoire (National Strategy for Homeland Security), publié en juillet 2002 par le tout nouveau Bureau de la sécurité du territoire, implique toutes les administrations et même le secteur privé dans le nouveau combat contre le terrorisme. Enfin, la Stratégie de Sécurité Nationale (National Security Strategy, ou NSS), qui constitue la clé de voûte de l'ensemble doctrinal, est élaborée conjointement par la Maison-Blanche et le Conseil National de Sécurité en septembre 2002. C'est ce dernier document qui est le plus riche de signification pour comprendre les orientations politiques et militaires de l'administration américaine, que nous prendrons comme base de réflexion.

Parallèlement à cette édification doctrinale, les Etats-Unis ont décidé d'agir dans le sillage des attentats du 11 septembre. Grâce à la caution obtenue à la fois au Conseil de Sécurité des Nations Unies et du Conseil de l'Atlantique Nord<sup>4</sup>, les Etats-Unis ont déclenché une campagne contre le régime des Taliban en Afghanistan, afin de le renverser et de détruire les bases du réseau al-Qaïda implantées sur son territoire. Cette action militaire a été déclenchée très rapidement et elle peut s'apparenter à une réaction de légitime défense de la nation américaine, dans la mesure où elle intervenait peu de temps après l'horreur du 11 septembre, et que ses instigateurs présumés trouvaient refuge dans ce pays.

En ce qui concerne l'Irak, la logique est de nature fondamentalement différente. La campagne militaire a été déclenchée plus d'un an et demi après l'attaque du 11 septembre, et les liens entre le 9-11 et le régime de Saddam Hussein étaient beaucoup moins évidents. A titre d'exemple, aucune des personnes arrêtées dans les semaines qui ont suivi l'attaque contre le World Trade Center n'étaient de nationalité irakienne<sup>5</sup>. On est dès lors en

---

3. Saïda Bedar, chercheur au CIRPES, a pour sa part une opinion légèrement différente : selon elle, l'asymétrie de la menace vient légitimer des programmes ou des concepts militaires qui préexistaient aux attentats : la posture de protection sur le territoire national, le bouclier anti-missiles, mais aussi l'action préventive.

<sup>4</sup> Pour la première fois dans son histoire, le Conseil de l'Atlantique Nord a voté le 12 septembre la mise en œuvre de l'article 5 du traité de Washington, qui prévoit la solidarité de l'Alliance en cas d'attaque d'un de ses membres.

<sup>5</sup> Par comparaison, sur les 13 terroristes qui ont agi sur le WTC, 11 étaient saoudiens.

droit de s'interroger sur l'opportunité de déclencher une opération militaire d'une telle ampleur, douze ans après la première guerre du Golfe.

Après 1991 en effet, les responsables américains s'étaient refusés à entrer en Irak et de faire tomber le régime de Bagdad. Cependant, ils ont réussi à imposer des sanctions internationales contre l'Irak, acceptées par la communauté internationale<sup>6</sup>, et avait pris des mesures unilatérales depuis décembre 1998, qui permettaient aux Etats-Unis et au Royaume-Uni de mener des frappes aériennes sur le territoire irakien<sup>7</sup>. Au cours de la même période, de nombreux responsables politiques avaient toutefois évoqué l'intérêt que l'Amérique pourrait avoir à se débarrasser de ce rogue state<sup>8</sup>: des républicains conservateurs, comme Newton Gingrich<sup>9</sup>, ainsi que des démocrates, comme William Cohen<sup>10</sup>.

Mais cette fois, le 11 septembre et ses conséquences doctrinales fournissent un cadre de référence et quasiment un fondement juridique à la guerre. L'Irak présente un danger pour le monde, et seule une action préventive permet de se prémunir contre Etat capable d'utiliser des armes de destruction massive<sup>11</sup>. A la différence de l'opération « Liberté Immuable » (Enduring Freedom), l'opération « Liberté pour l'Irak » (Iraqi freedom) est bien une construction intellectuelle des stratèges américains et s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'action préventive que définit la NSS.

La campagne en Irak devient non seulement moralement juste, pour défendre l'Amérique attaquée, mais surtout va servir ses intérêts, ainsi que ceux du « camp de la Liberté ». D'une part, les Etats-Unis veulent délivrer le peuple irakien de l'oppression et lui permettre de se rendre maître de son destin en instaurant une démocratie. Cette démocratisation pourrait avoir, selon les néo-conservateurs, un effet de « dominos positifs », et se répercuter sur les Etats voisins. Ainsi, les Etats-Unis envisagent un remodelage complet du Moyen-Orient, seul susceptible à leurs yeux de garantir la paix et la

---

<sup>6</sup> Près d'une vingtaine de résolutions ont été adoptées par le Conseil de Sécurité, depuis l'invasion du Koweït le 2 août 1990 ; après la guerre, des sanctions ont été imposées à l'Irak (rés.687) et le produit de ses ventes de pétrole est directement géré par l'ONU (rés.986, dite « pétrole contre nourriture »).

<sup>7</sup> L'opération « Renard du désert » visait à faire respecter des zones d'exclusion aérienne au nord et au sud de l'Irak.

<sup>8</sup> Employée pour la première fois en 1994 par un conseiller de Bill Clinton, l'expression désigne une catégorie d'Etats considérés par les Etats-Unis comme soutenant le terrorisme international, constituant des stocks d'armes de destruction massive, ou se caractérisant par un régime politique totalitaire.

<sup>9</sup> Le président de la Chambre des Représentants déclarait en 1998 : « il faut empêcher que les villes américaines soient terrorisées par des armes biologiques, chimiques ou nucléaires »

<sup>10</sup> Le secrétaire d'Etat à la Défense affirmait en mars 1998 : « les missiles irakiens pourraient atteindre Paris ».

<sup>11</sup> « Il n'y a aucun doute que Saddam Hussein a présentement des armes de destruction massive. Il n'y a aucun doute qu'il les développent pour les utiliser contre nos amis, contre nos alliés et contre nous. » déclaration du vice-président Dick Cheney devant les Vétérans des guerres à l'étranger le 26 août 2002.

stabilité dans cette région en crise. D'autre part, Washington poursuit des objectifs sécuritaires, et entend éradiquer le spectre des armes de destruction massive (ADM) dans la région, et limiter les activités terroristes en agissant sur ceux qui les soutiennent. Ainsi posée, c'est un projet extrêmement ambitieux que les Etats-Unis élaborent en planifiant cette guerre en Irak.

Ainsi, il semble légitime de se demander si la guerre américaine en Irak n'a pas été menée, en réaction différée aux attentats du 11 septembre, pour valider le principe de l'action préventive que pose la National Security Strategy ?

De manière à faire progresser notre réflexion dans un cadre raisonnablement limité, nous avons exclu de notre étude les points suivants :

- légalité et la légitimité de l'action entreprise
- planification et déroulement des opérations militaires
- compétition ou divergences de vues entre les différentes agences américaines chargées de défense et de politique extérieure

Dans une première partie, nous analyserons l'opération Iraki freedom à l'aune de la NSS; nous chercherons à montrer qu'elle vise à en valider le concept, tout en poursuivant naturellement des objectifs nationaux plus anciens.

Dans une deuxième partie, nous étudierons le décalage entre le modèle théorique et la réalité irakienne, et les ajustements que doivent opérer les Américains sur le terrain.

Enfin, dans une troisième partie, nous envisagerons les évolutions politiques possibles en Irak, en les analysant sous le double prisme des intérêts américains et de la conformité aux principes de la NSS .

## 1E PARTIE – L’IRAK CONSTITUE L’OBJECTIF IDEAL AU REGARD DE LA NSS ET DES INTERETS AMERICAINS

La National Security Strategy a été élaborée dans le cadre de la lutte globale contre les menaces asymétriques, en érigeant l’action préventive en une doctrine générique. La guerre en Irak fournit à la Maison-Blanche et au Pentagone le champ d’expérimentation opportun pour valider ce concept. Toutefois, les objectifs américains en Irak débordent largement le cadre défini dans la NSS et la seule guerre contre le terrorisme mondial. En effet, nombreux sont les stratèges américains qui militaient pour le renversement du régime de Saddam bien avant le 11 septembre.

### 1.1 La menace irakienne justifie l’action préventive que préconise la NSS

- le dogme de l’action préventive

Il importe, pour comprendre les déterminants de la stratégie américaine depuis le 11 septembre, de se référer à la National Security Strategy (NSS), publiée en septembre 2002. Clé de voûte de la nouvelle politique de défense des Etats-Unis, ce document marque une rupture doctrinale en érigeant l’action préventive en principe stratégique. Tout d’abord, il présente le modèle de société dont les Etats-Unis sont porteurs, fondé sur les notions de liberté et de justice. Ce sont ces valeurs, reprises sous le terme générique de dignité humaine, qui doivent guider les prises de position américaines dans le domaine de la coopération internationale. Or ce modèle de société est présenté par la NSS comme confronté à une menace de forme nouvelle et perpétuellement changeante, qui ne s’incarne plus dans un Etat ou un bloc d’Etats clairement identifiés, mais par l’intermédiaire d’un mode d’action, qui a pour nom le terrorisme. Les Etats-Unis ont déclaré la guerre à ceux qui le mettent en œuvre ou qui y contribuent : les réseaux terroristes, ceux qui leur fournissent la logistique ou qui les financent, et les Etats qui les abritent en toute connaissance de cause. La plus grave des menaces à laquelle doivent faire face les Etats-Unis résulte de la conjonction du radicalisme et de la technologie, qui génère des « Etats-voyous », dont les dirigeants soutiennent le terrorisme international et cherchent à développer des armes de destruction massive (ADM). Devant ces menaces multiformes et

imprévisibles, il n'est pas possible, dans nos démocraties libérales, de se protéger de manière infaillible. Les doctrines classiques, héritées de la guerre froide, ne sont plus opérantes face à des terroristes ou à des dirigeants qui n'hésitent pas à s'attaquer à la population civile. La notion de légitime défense telle que la conçoit le droit international, et notamment l'article 51 de la Charte des Nations Unies, n'est plus adapté. Il faut donc prévenir la prochaine attaque en portant la bataille chez l'ennemi avant qu'il ne frappe le premier. Dès lors, les Etats-Unis peuvent agir préventivement, même si l'incertitude demeure sur le lieu et le moment de l'attaque adverse, et ils peuvent le faire seuls, si nécessaire, car la responsabilité première du président des Etats-Unis est d'assurer la défense et de sa population.

Si l'action préventive est ainsi légitimée par la NSS, il n'en constitue pas l'unique message. Le document prévoit un large spectre de modes d'actions, englobant les opérations militaires, et qui s'adaptent à chaque cas : la diplomatie, l'économie, la coopération, l'influence. En particulier, la NSS prévoit l'implication des Etats-Unis dans le règlement des conflits régionaux les plus dangereux pour la stabilité internationale ; sont considérés comme tels les conflits israélo-palestinien, et indo-pakistanaï, la crise colombienne et les crises africaines.

La nécessité d'agir avant d'être surpris par une attaque émanant d'un dirigeant sans scrupules, ou de terroristes puissamment armés, conduit l'administration Bush à rompre délibérément avec la conception traditionnelle de l'autodéfense prévue par l'article 51 de la Charte des Nations Unies qui dénie le droit de « riposter par anticipation » face à une attaque qui ne serait ni imminente, ni certaine. Or, la NSS oppose que cette interdiction est inadaptée, car il est impossible de faire la preuve de l'imminence d'une menace de frappe par des ADM, aisément dissimulables au sein d'infrastructures civiles (complexes chimiques ou industriels). Ainsi, si la menace est grave, c'est l'inaction qui fait courir un risque élevé, et il devient nécessaire de prendre des mesures préventives pour assurer la défense des Etats-Unis.

Ainsi posés, les principes de la NSS donnent à l'administration américaine le cadre de référence pour une intervention en Irak. Le droit international n'étant plus adapté à la nature des nouvelles menaces, les Etats-Unis s'autorisent à déroger à ses règles lorsqu'ils estiment que leur sécurité est en jeu. Or, en 2002, l'Irak est accusé de développer des armes de destruction massive et de soutenir le terrorisme international.

- Les armes de destruction massive en Irak

L'Irak a développé depuis les années 1970 un programme de développement d'armes chimiques, et les a expérimentées, à la fois contre l'Iran avec laquelle le pays était en guerre, et pour réprimer des révoltes kurdes dans les années 1980. Saddam Hussein a probablement souhaité acquérir la capacité nucléaire, mais cet objectif était plus difficile à atteindre. En outre, l'Irak a acheté ou développé des missiles à longue portée qui auraient pu être couplés avec des vecteurs chimiques ou biologiques.

Suite à l'invasion du Koweït et à l'intervention de la coalition internationale de 1991, l'Irak a accepté la résolution 687 du Conseil de Sécurité de l'ONU (avril 1991). Les inspections menées par l'UNSCOM<sup>12</sup> se sont déroulées dans des conditions souvent difficiles. La mauvaise volonté et le manque de coopération des dirigeants irakiens, concernant les programmes d'armements, les ont finalement desservis. De son côté, Bagdad a accusé les inspecteurs de travailler au profit des services de renseignement anglo-saxons et israéliens. Dans un climat de méfiance réciproque, l'UNSCOM a quitté l'Irak en 1998, chaque camp accusant l'autre de duplicité. Après cette date, Bagdad a déclaré avoir détruit ce qui lui restait d'armes de destruction massive, mais sans que les inspecteurs de l'ONU n'aient pu le vérifier. De ce fait, le doute a été entretenu sur les capacités militaires irakiennes, et la présence des ADM invoquée par Washington est resté un sujet de controverses dans la communauté internationale. En novembre 2002, par une nouvelle résolution<sup>13</sup>, l'ONU dépêche une nouvelle commission en Irak qui ne trouve cependant aucune arme illicite après deux mois et demi de recherches.

- Les liens entre l'Irak et le terrorisme

Il convient tout d'abord de souligner que le régime de Bagdad n'entretenait au départ aucun lien avec les mouvements radicaux musulmans. Lorsque Saddam Hussein s'est imposé à Bagdad, il a cherché à créer un régime laïc en s'appuyant sur le nationalisme arabe et le parti Baas. Celui-ci, fondé à Damas dans les années 40 par Michel Aflak, un chrétien orthodoxe, et Salah al Din Bitar, un musulman sunnite, se veut de sensibilité laïque, même s'il reconnaît l'importance de l'islam dans la formation de l'arabisme. Par la suite, le Baas s'est toujours montré méfiant vis-à-vis des fondamentalismes religieux, notamment lorsque la révolution chiite a triomphé à Téhéran en 1979. Les proches du dictateur se recrutaient essentiellement au sein des Sunnites, et plus particulièrement dans le clan des Tikriti. Le

---

<sup>12</sup> Commission spéciale des Nations Unies sur l'Iraq, chargée de contrôler et d'éliminer les ADM en Irak

régime aurait couru à sa perte en faisant de l'islam un élément central, soit que la majorité chiite aurait évincé les cadres du Baas en place en s'appuyant sur la supériorité numérique, soit que le pays se serait disloqué en différentes communautés.

Cependant, depuis les années 1990, les références à l'islam sont devenues plus nombreuses, à mesure que le modèle saoudien a perdu de son attraction et que les mouvements religieux radicaux se sont répandus au Moyen Orient. De plus, Bagdad s'est mis à soutenir financièrement des mouvements de résistance palestinienne, dont certains sont répertoriés par l'administration américaine comme des organisations terroristes. Par ailleurs, diverses organisations de résistance kurdes ont trouvé refuge dans le nord du pays. Ainsi, L'Irak a fourni des bases à plusieurs groupes terroristes<sup>14</sup>, notamment l'Organisation Moudjahidine-al Khalq (MEK), le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le Front Populaire de libération de la Palestine (FPLP)<sup>15</sup> et l'Organisation Abou Nidal (OAN). Par ailleurs, les autorités irakiennes n'ont pas satisfait à la demande de Riyad visant l'extradition de deux Saoudiens qui avaient en 2000 détourné sur Bagdad un avion de la Saudi Arabian Airlines.<sup>16</sup>

En outre, L'Irak n'a pas condamné clairement les attaques du 11 septembre<sup>17</sup>. Ensuite, lors des frappes américaines en Afghanistan, divers éditoriaux publiés dans un journal dirigé par le fils de Saddam Hussein ont exprimé leur sympathie pour Oussama ben Laden. Les idéologues américains se sont emparé de cette évolution pour invoquer les liens entre le régime irakien et les réseaux al-qaida. Parallèlement, le recul du pouvoir central après la guerre du Golfe de 1991<sup>18</sup> a permis à Washington de mettre en avant le contrôle inefficace de régions entières par le Bagdad, et l'existence de camps d'entraînement ou de zones refuges pour les terroristes qui avaient mené le jihad en Bosnie ou en Afghanistan. L'Irak constituait de fait un élément perturbateur, mais aucun élément matériel n'a été fourni quant à ses liens prétendus avec al-qaida.

---

<sup>13</sup> résolution 1441 du 16 novembre 2002

<sup>14</sup> selon la liste des organisations terroristes diffusées par le Département d'Etat des Etats-Unis

<sup>15</sup> le vice-président irakien a rencontré le secrétaire de cette organisation, le général Habbash, à Bagdad en janvier 2001, et exprimé le soutien continu de l'Irak à l'intifada

<sup>16</sup> Elles ont accordé l'asile politique aux pirates de l'air et leur ont donné toute latitude pour exprimer dans la presse irakienne et dans les médias internationaux leurs griefs relatifs aux divers abus dont ils accusent le gouvernement saoudien.

<sup>17</sup> le commentateur de la station de radio officielle irakienne a même déclaré que l'Amérique récoltait « les fruits de ses crimes contre l'humanité », le jour même du 11 septembre.

<sup>18</sup> en particulier les zones d'exclusion aérienne et l'autonomie des provinces kurdes

Le régime de Bagdad constituait donc un danger imminent qui justifiait une intervention, selon la grille de lecture de la NSS. Pourtant, cette analyse serait incomplète si elle ne mentionnait pas des objectifs que Washington poursuivait depuis plus longtemps.

## 1.2 l'Irak, une cible antérieure à la NSS

Bien avant la parution de la NSS, l'Irak est apparu aux yeux des idéologues américains proches des néo-conservateurs comme l'objectif stratégique majeur. S'implanter en Irak permettrait à leurs yeux de garantir les approvisionnements pétroliers à l'avenir, et de régler la question israélo-palestinienne. Les vulnérabilités dont souffre le régime en fait une cible plus facile.

- Intérêt pétrolier

Il serait extrêmement réducteur de ramener la campagne contre l'Irak à la seule volonté de l'administration américaine de contrôler de nouvelles ressources d'hydrocarbures, sous la pression du lobby pétrolier. Si un certain nombre de groupes d'intérêt poussaient, depuis l'administration Clinton, pour parvenir à un changement politique à Bagdad susceptible de permettre aux sociétés américaines de s'y implanter, leur influence était limitée jusqu'en 2001. De fait, les majors américaines et britanniques n'ont jamais mis le pied en Irak, et un petit rappel historique permet de le comprendre.

Le premier gisement irakien est exploré à Baba Gurgur en 1927 par la Turkish Petroleum Company (TPC), fondée par la Grande Bretagne. Deux ans plus tard, la TPC devient l'Irak Petroleum Company, toujours dominée par des sociétés anglo-saxonnes (British Petroleum, Shell, Esso...). En 1952, après toute une série d'accords, l'IPC a la concession de la majeure partie des champs pétrolifères en Irak, le gouvernement irakien n'a pratiquement aucun droit de regard sur la politique suivie et touche simplement des royalties calculées au plus bas. En 1951, lorsque Mossadegh nationalise le pétrole en Iran, son initiative est suivie avec beaucoup d'intérêt par les dirigeants arabes. En Irak, Kassem puis les frères Aref créent la Compagnie Nationale Irakienne du Pétrole (INOC) mais les négociations avec l'IPC échouent en 1964 et 1965. Chaque fois qu'un gouvernement menace les consortiums anglo-américains de nationalisation il s'entend dire : « Vous voulez nationaliser, faites-le. Nous nous retirons mais vous serez incapables de forer, extraire, raffiner et commercialiser ».

En 1968, lorsque le Baas arrive au pouvoir, il décide de donner au pays les capacités techniques, administratives, et humaines qui sont nécessaires pour réussir une nationalisation, et c'est Saddam Hussein, alors numéro deux du régime, qui se voit confier

cette mission. Il y réussit<sup>19</sup> grâce au soutien de la Russie, de pays de l'Europe de l'est et de la France<sup>20</sup>. Ainsi, les majors américaines n'ont pu s'implanter en Irak à cette époque, et la stratégie de développement de Bagdad a par la suite heurté les intérêts américains. Au sortir de la guerre avec l'Iran, en 1988, les dirigeants irakiens estiment que, pour rembourser leurs dettes et pour maintenir un niveau de développement suffisant, il leur faut exporter pour une vingtaine de milliards de dollars au moins. Malgré une capacité de 4 millions de barils par jour, l'Irak se voit fixer par l'OPEP<sup>21</sup> un quota de 2,260 millions de barils par jour en 1989, ce qui représente un revenu annuel inférieur à 15 milliards de dollars au cours du pétrole de l'époque. A titre de comparaison, l'Arabie Saoudite, trois fois moins peuplée, et le Koweït (moins de 700 000 nationaux) encaissent respectivement 26 et 11 milliards de dollars. Riad et Koweït-city imposent une politique de prix bas fixée aux Etats-Unis en application de leur seule stratégie pétrolière. Cette opposition de l'Irak au projet de Washington constitue une cause majeure de la Guerre du Golfe de 1991. Au début des années 2000, l'enjeu pétrolier reste une dimension capitale de la stratégie américaine, conforté par les analyses les plus récentes :

- La croissance de la demande mondiale ne se ralentit pas malgré les efforts de diversification<sup>22</sup> ;
- Le bassin de la mer Caspienne s'avère plus limité que les estimations initiales le laissaient espérer<sup>23</sup> ;
- Le développement économique de la Chine va devoir s'appuyer sur d'énormes besoins en hydrocarbures, et le contrôle des ressources au Moyen Orient constituera un enjeu essentiel des futurs rapports de force.

Le traumatisme du 11 septembre a fait prendre conscience à l'administration que l'Arabie Saoudite était dans une situation de grande fragilité, et que l'alliance avec la dynastie saoudienne ne pouvait plus continuer dans les mêmes termes. Dans un scénario du pire, le Département d'Etat a envisagé l'hypothèse d'un retrait pur et simple de la péninsule arabe. Si ce désengagement devait avoir lieu, l'économie américaine devrait avoir se passer de près de 4 millions de barils de pétrole par jour. Cet énorme apport, vital pour son

---

<sup>19</sup> L'Irak Petroleum Company est nationalisée le 1<sup>er</sup> juin 1972

<sup>20</sup> En 1969, la société russe Machinexport s'engage à fournir à la société nationale irakienne à lui fournir l'équipement, l'appareillage et la compétence nécessaires à la formation de techniciens. L'entreprise hongroise Chimocomplex assure le forage des puits de Roumaïla. L'Institut Français du Pétrole enfin crée un laboratoire de forage et un centre de formation d'experts et de techniciens à Bassora.

<sup>21</sup> Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

<sup>22</sup> la demande mondiale devrait augmenter d'environ 30% entre 2000 et 2010

<sup>23</sup> moins de 4% des réserves mondiales, contre 10% selon les estimations des années 1990

dynamisme, ne pourrait être compensé qu'en épuisant les réserves stratégiques, ce qui n'était pas concevable. Il importait donc de diversifier les approvisionnements même si ce retrait n'était qu'une hypothèse. L'Irak possède les deuxièmes réserves de pétrole de la planète (113 milliards de barils estimés) et les dixièmes réserves de gaz. Ces différentes perspectives sont prises en compte au moment de choisir la meilleure action préventive à la suite des attentats du 11 septembre. L'option irakienne permet à la fois de prendre pied dans un pays où seules des compagnies concurrentes exploitent les importantes ressources, et permet d'envisager à terme de s'implanter en Iran.

Ce lien entre les intérêts pétroliers américains et le déclenchement de la campagne en Irak semblent se confirmer à l'heure de la reconstruction. Le groupe Halliburton, dont le vice-président Dick Cheney était d'ailleurs président de 1995 à 2000, s'est vu attribuer un contrat de 7,2 milliards de dollars pour la fourniture des carburants aux forces américaines et la reconstruction des infrastructures du pays. Ce contrat, comme tous les autres passés en Irak, n'a fait l'objet d'aucun appel d'offres et a été attribué par l'administration de manière discrétionnaire. Ces liens étroits entre le pouvoir politique et l'industrie ne doivent pas être négligés, particulièrement en période pré-électorale.

- L'Irak, solution du problème palestinien ?

Les Etats-Unis se sont impliqués dans le règlement du conflit israélo-arabe depuis son origine, à la fois en raison de l'influente diaspora juive en Amérique, et de leur statut de puissance mondiale. C'est Washington qui est parvenu à faire accepter les accords de Camp David et ceux d'Oslo. La politique de compromis du président Clinton n'a permis aucune avancée majeure au Proche Orient, et un succès diplomatique sur le dossier israélo-palestinien conférerait à l'administration Bush un grand prestige. Toutefois, les idéologues de l'administration Bush ont une approche sensiblement différente de leurs prédécesseurs sur la question. Les néo-conservateurs estiment en effet que, la crise étant figée, les gouvernements Sharon et Arafat campant sur leurs positions, seule des « inputs » extérieurs permettraient de débloquer la situation. Ainsi, une pression exercée sur les pays voisins (Syrie et Irak, mais aussi Iran) permettrait de couper les soutiens des organisations terroristes œuvrant en Palestine. Une fois que l'Autorité Palestinienne sera privée des soutiens extérieurs, elle verrait sa marge de manœuvre fortement réduite et sera contrainte de négocier. Pour beaucoup d'observateurs, la Syrie et l'Iran sont les acteurs externes au conflit les plus influents, en raison de leurs soutiens aux groupes armés chiites palestiniens et libanais. Une action sur l'Irak semblait a priori moins susceptible d'avoir des résultats

positifs sur le conflit israélo-palestinien. Cependant, le problème palestinien apparaît pour beaucoup d'analystes inséparable du règlement de la question irakienne. Elie Kheir<sup>24</sup> soutient qu'il existe un lien concret entre le théâtre du Golfe et celui du Proche Orient. Ce lien se vérifie selon lui à chaque étape depuis 1973 :

- Le soutien américain, israélien et iranien à la révolte kurde de 1972-75 visait à déstabiliser et par le fait même empêcher l'Irak de jouer un rôle significatif dans le conflit israélo-arabe, notamment au moment de la guerre de 1973.
- Les accords de Camp David, en 1978, ont provoqué une mise en quarantaine de l'Égypte, y compris par les pays du Golfe. Même si l'état final recherché était la fin de l'état de guerre avec Israël, il est possible de considérer la mise à l'écart de l'Égypte du système de solidarité des pays du Golfe comme un bénéfice stratégique pour les États-Unis.
- Au cours de l'opération « Tempête du Désert », les États-Unis ont exclu toute participation d'Israël à leur coalition. Ils ont par ailleurs exercé des pressions sur l'État hébreu pour lui interdire une riposte aux attaques irakiennes. Les États-Unis savaient à quel point une riposte d'Israël aux attaques de Bagdad aurait été dommageable à l'alliance arabo-américaine au sein de la coalition. D'ailleurs le régime irakien cherchait cette riposte pour les mêmes raisons.
- Il a fallu impérativement empêcher l'alliance OLP-Irak. Selon Elie Kheir, la position maladroite de l'OLP à l'égard de la « libération du Koweït » aurait servi de prétexte pour expulser 400 000 Palestiniens de l'Émirat après la restauration du statu quo ante. Cette expulsion et sa position pro-irakienne auraient considérablement réduit le poids de l'OLP dans l'ensemble des politiques régionales et surtout face à Israël. La conférence de Madrid et l'accord d'Oslo peuvent alors être considérés comme les fruits de l'écrasement de l'Irak sans lequel ils n'auraient pas été envisageables.
- Plus récemment, le désarmement de l'Irak qu'ont imposé les résolutions de l'ONU est considéré comme un « premier pas vers le désarmement du Moyen Orient ».<sup>25</sup>

M. Kheir développe l'hypothèse intéressante selon laquelle l'« acharnement » américain contre l'Irak de Saddam aurait été avant tout une manière d'annuler la position stratégique de l'Irak en tant que tel, et, partant, empêcher tout contact et toute interaction entre le Golfe arabo-persique et son pétrole, d'une part, et le Proche Orient et son conflit israélo-arabe, d'autre part. Les deux espaces stratégiques, le Proche Orient et le Golfe, se trouveraient ainsi séparés par l'espace irakien neutralisé.

---

<sup>24</sup>chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales- processus de paix et états de guerre in cahiers d'études stratégiques n°29

<sup>25</sup> ce point est contenu dans la résolution 687 du 3 avril 1991.

Ainsi, il apparaît bien que la stratégie américaine s'applique sur le vaste espace du Moyen Orient, et que la question irakienne est un préalable au règlement de la question israélo-palestinienne. L'interaction entre les deux théâtres a souvent été mis en avant par George W. Bush lorsque celui-ci cherchait à justifier l'intervention militaire au cours de l'année 2002. Les néo-conservateurs considèrent en effet que le problème palestinien pourra être plus facilement réglé une fois que les Etats qui soutiennent les organisations terroristes et les organisations de résistance à Israël, auront été neutralisées. Comme pour démontrer la connexion entre les deux questions, les Etats-Unis ont lancé l'idée d'un grand plan de paix pour le Proche Orient, la fameuse « Feuille de Route<sup>26</sup> ». Aux yeux des opinions publiques arabes, c'est plutôt le contraire : le problème palestinien est plus ancien et plus crucial que le problème irakien. Même si le régime de Saddam est honni par une majorité d'Arabes, il eût fallu régler le conflit israélo-palestinien d'abord, ce qui aurait permis de s'attaquer ensuite à la dictature inhumaine de Bagdad avec le soutien de la population.

### 1.3 un objectif rendu plus vulnérable par les fragilités dont souffre le régime

L'Irak figurait incontestablement comme un pays déstabilisateur, à l'aune de la NSS. Toutefois, d'autres pays auraient pu être retenus au titre de la guerre contre le terrorisme : l'Arabie Saoudite, la Syrie, l'Iran présentaient tous des intérêts stratégiques comparables. Ce sont des Etats autoritaires, situés au Moyen Orient, accusés de soutenir de près ou de loin les organisations ou activités terroristes, et dont les régimes souffrent d'une crise de légitimité. Des scénarios de campagnes militaires destinées à mettre à bas les gouvernements de ces Etats ont été envisagés à Washington, mais leur application a été jugée plus difficile. L'Arabie Saoudite abrite les lieux saints de l'Islam<sup>27</sup>, et mener une guerre contre la dynastie qui contrôle le Hidjaz était très risqué ; la Syrie est un Etat faiblement pétrolier et elle joue un rôle dans la stabilité du Liban ; renverser le régime de Damas aurait sans doute eu des répercussions sur l'ensemble Liban- Palestine ; l'Iran est une grande puissance militaire et une action militaire directe aurait été incertain et sans doute contre-productif, en galvanisant le sentiment national et en renforçant les soutiens du régime des ayatollahs.

---

<sup>26</sup> la Feuille de Route a été élaborée en décembre 2002, officiellement par le quartet (Etats-Unis, Union Européenne, Russie, ONU) ; elle prévoit la création par étapes d'un Etat palestinien indépendant pour 2005.

<sup>27</sup> la Mekke et Médine

L'Irak, quant à lui, semblait un objectif bien plus vulnérable. Au plan régional, le régime de Bagdad a entretenu des relations conflictuelles avec la quasi-totalité de ses voisins. La raison profonde en tient sans doute au caractère artificiel de ses frontières, dans une région fortement imprégnée par la culture nomade. Des contentieux territoriaux existent avec pratiquement tous les pays riverains, ce qui a fait dire à François Thual et André Dulait que l'Irak faisait figure de « pays encerclé »<sup>28</sup>. Tous les voisins de l'Irak avaient des griefs contre Bagdad et, à l'exception de l'Iran, tous ont pris part à l'opération « Tempête du Désert » en 1990-91. Les Etats-Unis ont pu considérer comme acquis le soutien, ou au moins la passivité consentante de la part de ces Etats. Au plan intérieur, le régime de Saddam était extrêmement impopulaire. Le Baas, ayant progressivement exclu les chiites des cadres du parti, ne s'appuyait que sur une minorité de la population. La brutalité de la répression, l'inégalité dans la répartition des richesses, et les effets de l'embargo ont coupé progressivement les soutiens dont le régime bénéficiait encore jusqu'aux années 1980. Les Kurdes ont gardé une terrible rancune contre le régime depuis l'attaque par armes chimiques contre le village de Halabja.<sup>29</sup> Le soutien de la population irakienne semblait donc acquis. Il est probable que la vision de Washington ait été déformée par la position de la diaspora irakienne aux Etats-Unis et au Royaume Uni. Celle-ci, majoritairement composée de Chiites et de Chrétiens, comptait plus de 80 partis d'opposition en exil.

---

<sup>28</sup> A.Dulait et F.Thual, l'avenir politique de l'Irak, Ellipses, 1999

<sup>29</sup> en 1987-88, Bagdad aurait lancé une quarantaine d'attaques au gaz pour réprimer la répression kurde dans le cadre de l'opération al-anfal ;à Halabja, plusieurs milliers de personnes périrent.

## 2E PARTIE – LE DECALAGE ENTRE LE MODELE DE REFERENCE ET LA REALITE IRAKIENNE REND NECESSAIRE DES AJUSTEMENTS

La mise à bas du régime a été accompli en quelques semaines<sup>30</sup> grâce aux formidables capacités militaires. Au cours des premiers mois qui ont suivi la chute du régime, une situation de chaos s'est généralisée dans le pays : démembrement des structures étatiques, paralysie de l'économie, dégradation des conditions de vie, insécurité, regain des communautarismes,... Mais, une année plus tard, la confusion tarde à se dissiper, et les résultats ne viennent pas valider l'option stratégique retenue par Washington : pas d'ADM, pas d'amélioration sur le terrain du terrorisme mondial ni sur la situation au Proche Orient, et une grande insécurité en Irak. D'une part, le théâtre irakien correspond imparfaitement au modèle théorique qui a été imaginé à Washington, et les effets escomptés tardent à se réaliser. D'autre part, le succès des opérations militaires a imposé au commandement américain de prendre des mesures, rationnelles dans une logique de guerre, qui rendent les objectifs politiques plus difficiles à atteindre. Par conséquent, des ajustements ont été rendus nécessaires pour faire correspondre le modèle aux réalités du terrain.

### 2.1 le décalage entre le modèle théorique et les réalités du terrain

- ADM introuvables

C'est la menace des ADM qui constituait le but premier de la guerre en Irak. Avec la proactive couterprolifération, la NSS élabore une démarche destinée à la contrer, en utilisant des moyens en renseignement, détection, et capacités de frappe. Or, l'existence de cette menace, qui repose sur un rapport de la CIA d'octobre 2002, est fortement contestée aujourd'hui. L'organisme chargé de collecter les renseignements sur les ADM,

---

<sup>30</sup> les opérations militaires sont déclenchées le 20 mars 2003, et M. Bush a déclaré la fin officielle des combats le 1<sup>er</sup> mai 2003.

l'Irak Survey Group, a rendu un rapport très mitigé<sup>31</sup> en octobre 2003. Son directeur, David Kay a démissionné de son poste en février 2004 en annonçant que l'Irak ne possédait pas d'ADM. En mars 2004, 1 400 experts sont toujours sur le terrain en train de chercher des preuves de ce qui avait légitimé l'intervention américaine. Cette question des ADM a même déclenché une polémique qui affecte la crédibilité de MM. Bush et Blair. Le vice-président Dick Cheney a admis qu'il avait menti et qu'ils n'ont « jamais vu de preuve que Saddam Hussein possédait des armes nucléaires. »

- une guerre de libération ?

Convaincue par les déclarations officielles, l'opinion publique américaine avait sans doute une vision exagérément optimiste de l'adhésion de la population irakienne à leur action. Dès la fin officielle des combats, les « forces d'occupation <sup>32</sup>» étaient soumises à des attentats de plus en plus meurtriers, qu'on attribuait alors à des partisans de l'ancien dictateur. La capture en décembre dernier de Saddam Hussein n'a pas mis fin pour autant aux violences et les attaques sont restées quotidiennes : en un an, ces attaques ont coûté la vie à plus de 600 policiers irakiens, et à près de 280 soldats américains. L'administration américaine assume la responsabilité d'une guerre dont elle a pris l'initiative aux yeux de l'opinion, et qui a fait de nombreuses victimes civiles<sup>33</sup>. Cette image extrêmement négative des forces de la coalition s'est toutefois améliorée un an après le déclenchement des combats : 48% des Irakiens approuveraient aujourd'hui l'intervention militaire<sup>34</sup>. Afin de tenir compte de l'impatience des Irakiens qui attendent la « seconde libération », l'administration Bush a dû accepter plus tôt que prévu un transfert de la souveraineté aux Irakiens, prévu pour le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La réalité ethnique et sociale de l'Irak est multiple et complexe, et la « nation irakienne » n'est pas acquise aux Occidentaux. En outre, l'islam constitue un élément identitaire très fort, plus riche de sens que l'appel démocratique.

---

<sup>31</sup> David Kay déclarait le 23 janvier 2004 : « Ce dont tout le monde parlait, c'est des stocks produits après la fin de la guerre du Golfe (1991) et je ne pense pas qu'il y ait eu un programme de production de grande ampleur dans les années 1990 »

<sup>32</sup> selon l'expression employée par la chaîne al-jazira ; malgré les efforts du Pentagone et du Département d'Etat pour imposer l'expression « forces de la coalition », c'est bien « forces d'occupation » qui s'est généralisé dans les media arabes.

<sup>33</sup> selon l'organisation Amnesty International, plus de 10 000 civils irakiens sont morts depuis le déclenchement de la guerre

<sup>34</sup> selon une enquête réalisée par l'institut de sondage britannique « Oxford Research International » en mars 2004

- répercussion sur le conflit palestinien

La feuille de route a été établie selon un calendrier très serré, prévoyant un Etat palestinien indépendant en 2005. Or, contrairement au scénario soviétique, la théorie des « dominos » a peu de chance de voir le jour. Pour Georges-Eric Touchard, le schéma de la démocratie imposée par la force occidentale en terre arabe d'islam, reste aléatoire. « La promesse de la création d'un Etat palestinien formulée par le président Bush en février 2003, masque mal l'inertie américaine face à la politique israélienne dans les territoires occupés et n'ouvre pas la perspective d'une reprise acceptable par tous du dialogue israélo-palestinien. »<sup>35</sup>. Ce remodelage imposé de l'extérieur au moyen d'une guerre n'a guère de chance de se produire, mais plutôt de renforcer les sentiments anti-américains. Autrement dit, on voit mal comment le calendrier de la Feuille de Route pourrait être respecté.

En revanche, il faut noter que la guerre d'Irak semble avoir eu un effet dissuasif sur d'autres Etats considérés comme des « Etats-voyous » par les Etats-Unis. Dans les mois qui ont suivi le déclenchement de la guerre en Irak, l'Iran et la Libye ont accepté le protocole additionnel au traité de non-prolifération, et la Corée du Nord a accueilli une équipe d'experts américains pour inspecter des sites nucléaires.

- lutte contre le terrorisme international

L'administration Bush a invoqué l'argument du soutien au terrorisme international pour renverser le régime de Saddam Hussein. Mais aucune amélioration n'est à constater depuis la chute du régime Baasiste. Sur le front du terrorisme mondial, les attentats n'ont pas diminué, qu'ils frappent des Etats musulmans (Maroc, Turquie, Arabie Saoudite, Pakistan) ou des Etats accusés d'avoir participé à la coalition en Irak (Espagne). Il semble que l'Irak n'ait pas été un Etat support du terrorisme mondial, tant que le pays était sous le ferme contrôle de Saddam Hussein. Dans les années 1990, l'emprise du pouvoir central s'est amenuisé sous l'effet de l'embargo et des zones d'exclusion aérienne, ce qui a pu faciliter l'implantation d'organisations terroristes. Cependant, les liens entre l'Irak et le terrorisme international ne sont toujours pas clairement établis. Un ancien responsable de la lutte antiterroriste à la Maison Blanche, Richard Clarke, accuse George W. Bush d'avoir surévalué la menace irakienne<sup>36</sup>, sans pour autant mener un combat efficace contre les réseaux. Depuis la fin officielle des combats, l'Irak est en tous cas devenu une nouvelle terre

---

<sup>35</sup> G.E. Touchard, l'intervention en Irak : un faux débat pour de vraies questions, in Revue de la Défense Nationale, avril 2003

<sup>36</sup> Richard Clarke, against all enemies, 2004

de « jihad » où des combattants de l'internationale islamiste peuvent venir affronter les « Croisés » occidentaux.

## 2.2 Erreurs commises par le commandement dans un contexte de guerre

Comme nous l'avons déjà relevé, la guerre et la reconstruction sont deux démarches antinomiques et nécessitent des postures bien différentes. Le commandement américain a dû prendre des mesures, dictées par la logique de guerre, qui ont compromis le processus de sortie de crise. D'autres erreurs sont liées à la planification incomplète ou à la méconnaissance du terrain.

- pas d'évolution de la logique militaire après la chute de Bagdad

Le commandement américain semble avoir été surpris de la vitesse avec laquelle le régime est tombé, et n'a pas su faire régner l'ordre et la sécurité une fois les opérations militaires terminées. Ce sont les mêmes unités qui ont eu à mener l'offensive terrestre et qui ont du gérer la confusion de la sortie de crise. Des unités de type gendarmerie auraient été probablement plus adaptées.

- pas de fermeture des frontières

Comme l'a relevé Antoine Assaf, les frontières de l'Irak n'ont pas été fermées après la fin des opérations militaires. Cette perméabilité a permis l'afflux de terroristes et de combattants étrangers. Il est vrai que les garde-frontières irakiens ne sont encore au nombre de 8 000, pour un territoire de 440 000 km<sup>2</sup>.

- limogeage de l'armée et de la garde républicaine.

L'administration américaine a limogé du jour au lendemain 300 000 militaires de l'armée régulière au lendemain de la chute de Bagdad. Si cette mesure est rationnelle dans une logique de guerre, et s'explique par la volonté d'écarter les partisans de l'ancien régime, elle a été une erreur à double titre. D'une part, elle a privé les Américains d'une structure existante sur laquelle elle aurait pu s'appuyer, au moins dans un premier temps, pour administrer le pays et pour obtenir la connaissance du terrain. D'autre part, elle a privé brutalement de ressources et de travail une fraction importante de la population, qui de surcroît à l'habitude de manier des armes. Une grande frustration est née chez ces militaires.

Pourtant, ces Irakiens avaient en majorité adhéré au parti Baas sans réelle conviction, et n'étaient pas nécessairement opposés au changement.

- Manque de proximité vis-à-vis de la population

Contrairement aux troupes britanniques déployées dans le sud de l'Irak, les forces américaines n'ont pas réussi à créer des liens avec la population. Dépourvus de culture coloniale et manquant d'expérience en matière de contrôle du milieu, les Américains n'ont pas su, là encore, dépasser la seule logique militaire. Le commandant des forces américaines et britanniques en Irak, le général Ricardo Sanchez, estime qu'un effort plus important de communication aurait dû être consenti, et que « ce travail aurait nécessité plus d'arabophones et plus de spécialistes de la région afin de collecter de l'information ».

- volonté d'agir seuls

L'administration américaine est intervenue en Irak sans l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU. Une fois les opérations militaires terminées, il était difficile d'impliquer une organisation qui lui avait refusé son soutien quelques mois plus tôt. Or, il est extrêmement difficile pour un seul Etat, même s'il s'agit de la première puissance mondiale, de conduire une opération militaire de grande envergure, de renverser un régime, et sitôt après de reconstruire à la fois les équipements et les institutions. Condamnés à mener à bien la totalité du processus prévu dans la NSS, les Américains ont décidé d'agir seuls pour la phase de sortie de crise, en se passant de l'expertise que l'ONU a développée au cours des dernières années en matière de nation-building. Par comparaison, plusieurs organisations internationales, gouvernementales ou non, sont impliquées actuellement dans la reconstruction des Balkans<sup>37</sup>. Quant aux ONG, certaines d'entre elles ont un enracinement local qui en aurait fait des partenaires précieux.

---

<sup>37</sup> au Kosovo, l'ONU s'occupe de l'administration civile, le HCR des questions humanitaires, l'OSCE des droits de l'homme et de démocratisation, et l'UE de reconstruction. Cette répartition des tâches soulage d'autant l'OTAN.

## 2.3 des ajustements qui s'apparentent à une course contre la montre

L'administration américaine a déclenché la guerre en Irak 20 mois avant les élections présidentielles. Il est hors de notre propos de prétendre que cette action a été menée pour obtenir un succès électoral. Cependant, il est incontestable que l'administration Bush sera jugée (entre autres) sur son bilan en Irak. C'est pourquoi, après une campagne militaire rapidement menée, et après avoir analysé les erreurs commises dans la sortie de crise, Washington s'est engagé dans des opérations de stabilisation qui s'apparentent à une course contre la montre.

Après le limogeage de l'ancien général Jay Gardner, Paul Bremer a été nommé à la tête de l'Autorité provisoire de la coalition (Coalition Provisional Authority). En parallèle à une intense activité diplomatique menée par le Département d'Etat, destinée à recueillir des aides ou des remises de dettes, l'administrateur civil s'est lancé dans une entreprise de reconstruction, de sécurisation et de communication. Des sommes énormes ont été investies dans de multiples projets, dont voici les principales directions :

- presse et l'école

Partant du postulat que le terrorisme tire ses racines du système éducatif et social, l'administration américaine s'emploie à favoriser la liberté d'expression et l'éducation affranchie des références à l'ancien régime.

Jusqu'aux années 1980, l'Irak était un modèle en matière d'alphabétisation. Par la suite, les effets des guerres et de l'embargo ont anéanti les acquis, et le système scolaire est devenu sinistré. La guerre de 2003 a encore aggravé la situation, et des travaux de réhabilitation s'imposent dans 80% des 16 000 établissements du pays. Le ministre de l'Education, Aladin Alwan, préconise l'édification de 4 500 écoles durant les quatre années à venir. Tous les manuels scolaires, à la gloire de l'ancien régime, doivent être révisés. Par ailleurs, la presse irakienne connaît une liberté rarement connue dans le monde arabe. Au début de 2004, plus de 150 journaux sont publiés en Irak. Ils participent au débat d'idées, et contribuent à la formation d'une classe moyenne.

- services publics et sécurité

Compte tenu du choix fait par le commandement de limoger une grande partie des fonctionnaires, et des énormes besoins de la population après 23 années de guerres et

d'embargo, le chantier est colossal. L'Autorité provisoire de la coalition forme et équipe des fonctionnaires dans de très nombreux domaines : santé, lutte contre l'incendie, éducation, équipement, police, etc. Un grand programme de formation d'un Corps civil irakien de défense a vu le jour, qui devrait à terme compter plusieurs milliers de membres. Cette force sera affectée au contrôle des frontières et à la police. Cette démarche s'apparente à un transfert des responsabilités en direction des citoyens irakiens, qui obtiennent de meilleurs résultats que les soldats américains dans le maintien de l'ordre public<sup>38</sup>.

- reconstruction des infrastructures

Sous l'autorité de l'Autorité provisoire de la coalition, l'USAID<sup>39</sup> joue le rôle de maître d'œuvre pour la remise en état du réseau électrique, de celui d'eau potable et des services de santé. Des sommes considérables sont consacrées à la reconstruction. En novembre 2003, M. Bush a signé un collectif budgétaire prévoyant l'affectation de 87 milliards de dollars aux efforts de pacification et de reconstruction entrepris en Afghanistan et en Irak. En outre, des projets de développement locaux sont mis en œuvre à partir des fonds saisis dans les palais présidentiels, dans le cadre du Commanders' Emergency Response Program. Les commandants de division reçoivent chacun 500 000 dollars, et les commandants de brigade 200 000 dollars. Ces fonds sont ensuite distribués à des officiers d'échelon inférieur afin de financer des projets d'infrastructure, de services publics, d'établissements scolaires, etc. Au total, ce sont jusqu'à présent 12 000 projets qui ont vu le jour, pour un coût de 88 millions de dollars<sup>40</sup>.

- Transition politique

L'administration américaine, très critiquée sur la question des buts de guerre, s'est efforcée de hâter le calendrier définissant le transfert de la souveraineté aux Irakiens. Il s'agit de montrer que la guerre a bien été menée pour libérer le peuple irakien de la dictature, et non pas pour installer un gouvernement fantoche. Le 15 novembre 2003 a été signé un accord entre Paul Bremer et le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien. Celui-ci prévoit un transfert du pouvoir aux Irakiens au 30 juin 2004 et la mise en place d'un gouvernement provisoire, qui aura «tous les attributs de la souveraineté». Une Loi fondamentale a été adoptée le 1er mars 2004, qui va régir le fonctionnement du pays jusqu'à

---

<sup>38</sup> "Les recrues irakienne s'entendent avec les gens comme nous ne pouvons pas le faire", déclare le lieutenant-colonel T.C. Williams, commandant du 2e bataillon du 6e régiment d'infanterie, en février 2004 à Bagdad

<sup>39</sup> Agence des États-Unis pour le développement international

<sup>40</sup> source : service d'information du Département d'Etat

la tenue d'élections, fin 2004, ou début 2005. A l'horizon de la fin 2005, l'Irak devra être doté d'une Constitution permanente, d'une Assemblée élue au suffrage universel et d'un gouvernement.

Il est difficile de savoir si ce programme extrêmement ambitieux produira des résultats à court terme. Par conséquent, l'avenir de l'Irak est encore incertain, et il est légitime de l'envisager sous forme d'hypothèses.

### 3E PARTIE - LES SCENARIOS D'AVENIR, OU LA REUSSITE DU MODELE IRAKIEN ?

La guerre d'Irak est un modèle, qui s'inscrit dans un cadre théorique : elle doit légitimer la NSS et le concept de guerre préventive, et constitue un précédent destiné à dissuader les autres Etats perturbateurs et soutiens du terrorisme. La réussite du modèle ne dépend pas seulement du succès des opérations militaires, mais aussi et surtout de la réalisation des objectifs politiques. Si l'Irak devient un pays stable politiquement, il peut devenir un pôle de stabilité pour la région, et même un modèle à son tour: « L'avenir de l'Irak sera essentiel. C'est seulement si émerge finalement un Irak stable et pluraliste que le paradigme irakien deviendra un modèle pour la région. »<sup>41</sup>. Par conséquent, c'est bien de l'évolution politique, qui est actuellement en train de se dessiner, que dépend la réussite du modèle.

#### 3.1 la démocratisation de l'Irak et ses effets escomptés

L'idée d'un « remodelage » par l'extension, à partir de l'Irak, de la démocratie dans toute la région, est une idée chère aux néo-conservateurs. C'est l'idée développée par Francis Fukuyama<sup>42</sup>, selon laquelle la prospérité amenant la démocratie et la démocratie amenant la paix, l'objectif des Etats-Unis doit être d'encourager les deux premières pour obtenir l'autre. Fondamentalement, le gouvernement Bush a analysé le 11 septembre comme le produit du « mal-développement » politique et de la décadence économique de la plupart des pays du Moyen Orient. Si on ajoute une concentration d' « Etats-voyous », le terrain était le terrain idéal pour mettre en œuvre ce « wilsonisme botté », selon l'expression de Pierre Hassner.<sup>43</sup> Un Irak désarmé, libéré et démocratique se transformerait en pôle de stabilité pour la région. Sa richesse pétrolière, ses réserves en eau, ses classes moyennes urbanisées et instruites rendraient possible une croissance économique et une redistribution des revenus exemplaires. La disparition du soutien irakien aux mouvements extrémistes

---

<sup>41</sup> Ronald Asmus et Kenneth Pollack, article paru dans la revue *Aspenia*, février 2004

<sup>42</sup> F. Fukuyama, *la fin de l'histoire et le dernier homme*, 1992

<sup>43</sup> Pierre Hassner, *la Terreur et l'empire*, 2003

palestiniens ainsi que celle de la menace militaire potentielle que faisait peser l'ancien régime sur l'ensemble de ses voisins modifieraient la situation géopolitique régionale. Le rôle joué par les Etats-Unis dans ce processus et en créant les conditions d'une démocratie contribuerait à renforcer positivement leur image.

Cette démocratisation pourrait prendre la forme d'un cycle vertueux. Les régimes pro-occidentaux modérés mais fragiles seraient confortés, que ce soit dans le Golfe, en Jordanie, au Liban, en Egypte ou au Maroc. Par ailleurs, ces changements contribueraient à marginaliser les régimes les plus autoritaires ou les plus hostiles à l'Occident. La Syrie serait vraisemblablement plus isolée, et le régime de Bachar-al-Assad serait contraint à plus de modération dans son soutien aux mouvements de résistance palestiniens et éventuellement à un retrait du Liban. Un Irak stable et proche des Etats-Unis leur permettrait également de prendre plus de distance vis-à-vis de l'Arabie Saoudite. L'irruption des troupes américaines dans la monarchie saoudienne, gardienne des lieux saints de l'islam, avait alimenté la colère des fondamentalistes, et leur maintien affecte toujours la légitimité du régime de Riad. Moins dépendants de l'Arabie Saoudite sur le plan militaire et pétrolier, les Etats-Unis auraient en outre la possibilité de doser leur soutien à la dynastie en fonction de sa neutralité vis-à-vis des associations et autres mouvements islamistes radicaux. Le règlement du conflit israélo-palestinien serait facilité, en tous cas dans des conditions favorables à Israël. D'une part, l'affaiblissement des mouvements palestiniens les plus violents permettrait à Israël d'accepter plus facilement des concessions. Enfin, en Iran, les éléments conservateurs seraient également marginalisés par une démocratisation réussie en Irak. Le pôle réformateur du président Khatami et les partisans d'un rapprochement avec les puissances occidentales seraient renforcés par l'isolement croissant du pays.

### 3.2 la démocratie en Irak : un mythe ?

Certes, l'Irak possède une structure et une culture étatique que n'ont pas de nombreux Etats de la région. Il est vrai également que le potentiel de développement économique et social sont grandes. Cependant, le schéma de la démocratie imposée par la force occidentale en terre arabe d'islam reste aléatoire. Ce système de gouvernement n'a guère de référence historique dans cette partie du monde. L'Irak est constitué de nombreuses communautés aux tendances centrifuges, et seul un pouvoir fort et

centralisateur paraît en mesure d'exercer un contrôle sur l'ensemble du pays. De surcroît, les séquelles de la dictature de Saddam Hussein risquent de persister longtemps, avec les fractures qu'elle a suscitées et l'emprise du parti Baas. L'instauration de la démocratie ne pourra s'inscrire que dans un processus long et consensuel. Des réactions de rejet global et violent de cette greffe occidentale pourraient se développer au détriment de la stabilité de régimes déjà fragiles. Le risque d'une confiscation de la démocratie par une partie de la population (les chiites majoritaires, par exemple), ou par des forces islamistes<sup>44</sup>, n'est pas à exclure.

En l'espace d'un an après le déclenchement de la guerre, l'administration américaine a engagé un processus qui vise à rendre sa souveraineté au peuple irakien. Même si ce projet est encore très timoré, écartelé entre les exigences contradictoires des différentes parties, il pose les bases d'une évolution politique possible. Après un accord conclu entre le Conseil de gouvernement irakien et l'Autorité provisoire de la coalition, et de laborieuses tractations entre chiïtes, sunnites et kurdes, une « Loi fondamentale » a été adoptée le 8 mars 2004. Selon ce texte salué par la communauté internationale, le pouvoir sera transféré le 30 juin 2004 à un gouvernement intérimaire, qui devrait organiser des élections démocratiques avant fin janvier 2005. L'ONU doit jouer un rôle, qui reste à préciser. Cette loi fondamentale ne tranche pas sur les questions principales que sont la structure étatique (Etat fédéral ou unitaire), la nature islamique ou non de la législation. Il est aussi prévu que des délégués à une convention constituante seront élus par le peuple irakien le 15 mars 2005 au plus tard. La période de transition prendra fin le 31 décembre 2005 au plus tard, après un référendum populaire sur la ratification de la nouvelle Constitution et les élections nécessaires à la formation d'un nouveau gouvernement.

Ces accords et cette Loi fondamentale ne constituent que les premières pierres d'un édifice qui reste à construire. Ils ne préfigurent que de manière incomplète l'avenir politique de l'Irak, qui peut prendre des directions très différentes.

### 3.3 les scénarios possibles

Sans faire de prospective, il convient d'examiner les questions sur lesquelles l'administration provisoire n'a pas tranché, et qui sont autant de points d'achoppement

---

<sup>44</sup> selon un scénario qui aurait pu se produire en 1992 en Algérie, quand le FIS a failli prendre le pouvoir par les urnes.

entre les différentes factions irakiennes. Nous envisagerons dans quelle mesure les intérêts américains sont préservés dans chacune de ces options.

- république laïque ou islamique ?

Les chiites irakiens constituent environ 60% de la population, et sont donc largement majoritaires face à la dispersion des autres communautés. Ils forment aujourd'hui une communauté désireuse d'affirmer son poids politique, en s'appuyant sur une légitimité historique<sup>45</sup> et sur des soutiens à l'extérieur du pays. Les plus radicaux d'entre eux veulent profiter de l'occasion historique qui leur est offerte pour instaurer une république islamique.

Le débat sur la Loi fondamentale, qui a eu lieu début mars 2004, a été l'occasion de noter la détermination des partis religieux. Les chiites les plus radicaux estiment en effet que l'islam doit être l'unique source de la législation, et le compromis auquel les différents groupes sont arrivés, sous l'impulsion de Paul Bremer, pourrait être remis en cause à l'avenir. Le texte prévoit en effet que l'islam est la « principale source de la loi » et que la liberté religieuse doit rester la règle. De même, le statut de la femme a exacerbé les tensions entre laïcs et religieux. Sur ces différents points, les Etats-Unis craignaient qu'une définition trop religieuse de la législation n'ouvre la voie à une évolution plus radicale. Il n'est pas interdit de croire que les partis les plus radicaux aient accepté des compromis sur la Loi fondamentale, qu'ils souhaitent remettre en cause lorsque les rapports de force leur seront plus favorables. En d'autres termes, des dignitaires chiites pourraient attendre un désengagement américain pour tenter de reprendre le pouvoir à la manière de la révolution iranienne de 1979, ou même d'une victoire par les urnes. Le jeune imam Moqtada Al-Sadr<sup>46</sup> a promis une révolte chiite si la charia ne s'impose pas sur le pays.

Certains analystes établissent des liens particuliers entre les Etats-Unis et les chiites irakiens. Avant le déclenchement de la guerre, Washington a pu donner l'impression de vouloir leur donner des gages afin de s'assurer leur soutien. Depuis la fin de la guerre, les soldats américains sont rarement visés par des attentats dans les zones majoritairement

---

<sup>45</sup> L'Irak occupe une place considérable dans le chiisme, les événements fondateurs de cette branche de la foi musulmane s'y sont déroulés, huit des douze imams vénérés par le chiisme y sont enterrés: notamment Ali, dont le mausolée est à Najaf, et Hussein, à Kerbala. Jusqu'à ce que la ville iranienne de Qom ne devienne prééminente après 1920, Najaf (au sud de Bagdad), était le plus important centre chiite d'études et de théologie.

<sup>46</sup> Muqtada al-Sadr (31 ans) est le fils de Muhammad al-Sadr, assassiné pour avoir défié le président irakien en 1999. Muqtada est alors passé dans la clandestinité et organisé les chiites paupérisés de Najaf, de Kufa, et les bidonvilles de l'est de Bagdad où résident 2 à 3 millions de chiites. Le mouvement de Sadr est intolérant et autoritaire, et rejette toute ingérence iranienne.

chiïtes. Au-delà de la seule Mésopotamie, François Thual relève « dans tout le Golfe, que ce soit en Iran, dans les Emirats, en Irak ou en Arabie Saoudite un lien géopolitique explosif entre la présence des Chiïtes et la présence des principaux gisements pétroliers. »<sup>47</sup>.

En réalité, l'instauration d'une République islamique constituerait une énorme déconvenue pour Washington. Au lieu de séculariser le Moyen Orient, comme le prévoit la NSS, l'intervention militaire conduirait à renforcer le l'élément religieux sur les rives du Golfe Arabo-Persique. Toutefois, on peut imaginer que les Etats-Unis mettront tout en œuvre pour empêcher l'instauration d'une République islamique, et qu'ils resteront présents en Irak tant que le risque existera.

- fédération ou démembrement ?

Outre la question religieuse, c'est la question du fédéralisme qui suscite le plus de polémiques à propos de l'avenir de l'Irak. Elle oppose les chiïtes, partisans du maintien de l'unité irakienne et de la dévolution du pouvoir par le suffrage universel, et les minorités qui craignent d'être marginalisées par un pouvoir central fort. Le principe d'un certain degré de fédéralisme semble pouvoir être acceptée par les différentes communautés, mais les Arabes (environ 70% de la population) ne veulent pas accorder aux Kurdes l'extension géographique du Kurdistan qu'ils réclament, englobant la ville de Kirkouk et ses champs pétrolifères voisins.

Toutefois, la communauté chiïte se montre extrêmement inquiète vis-à-vis d'un démembrement du pays. Ainsi, elle estime que la Loi Fondamentale offre un privilège exorbitant à la population du Kurdistan autonome, dont les 3 provinces peuvent mettre en échec la future Constitution<sup>48</sup>. L'ayatollah Al- Sistani, guide spirituel des chiïtes en Irak, s'est opposé à ce document au nom de la préservation de l'unité du pays<sup>49</sup>. Quoi qu'il en soit, le Conseil intérimaire de gouvernement n'a rien décidé sur ce point, remettant à plus tard des décisions difficiles à prendre. Là encore, les Etats-Unis sont partagés entre et le souci de stabilité et les promesses faites avant guerre aux combattants kurdes de Massoud Barzani (PDK) et de Jalal Talabani (UPK). La Turquie voisine craint une sécession kurde au nord de l'Irak qui pourrait se propager à l'intérieur de ses frontières. A l'évidence, la formule fédérale pourrait être le premier pas vers un éclatement de l'Irak.

---

<sup>47</sup> F.Thual, géopolitique du chiïsme, Arléa, 1995

<sup>48</sup> la Loi Fondamentale, adoptée le 8 mars 2004, reconnaît le droit à 3 provinces sur 18 de mettre, au terme d'un référendum, un veto à la future Constitution.

<sup>49</sup> « cette loi pose des obstacles à une Constitution permanente du pays, de nature à préserver son unité et le droit des adeptes des différentes religions et des membres des différentes ethnies » (mars 2004)

Au moment du déclenchement de la crise irakienne, de nombreux observateurs pensaient que les Etats Unis projetaient une atomisation du Moyen Orient, à travers la création de petites entités politiques ou religieuses ; ce morcellement irait à l'encontre du projet mythique de l'unité arabe, et servirait par contrecoup la cause israélienne. Cependant, il ne semble pas que Washington soit favorable à cette option. En effet, le démembrement de l'Irak risquerait de provoquer une déstabilisation générale de la région. Le Moyen Orient constitue en effet une mosaïque de communautés dont l'équilibre est précaire, où tout bouleversement peut se répercuter de proche en proche. La Turquie, l'Arabie Saoudite et la Syrie seraient directement ébranlés par un démembrement irakien, ce qui n'est pas dans l'intérêt américain. C'est d'ailleurs cette qui avait prévalu en 1991 quand les Alliés avaient choisi de ne pas exploiter leur victoire et de préserver l'intégrité de l'Irak. Un démembrement de l'Irak constituerait un échec du modèle, et Washington mettra probablement tout en œuvre pour l'éviter.

- Etat souverain ou protectorat américain ?

Compte tenu des tendances centrifuges de l'Irak, un Etat unitaire est difficilement envisageable sans un pouvoir fort, ou éventuellement un soutien américain très important (sur le modèle de l'Arabie Saoudite). En outre, compte tenu des potentialités de l'Irak en matières énergétique, agricole et humaine, un Irak pleinement souverain pourra toujours entraîner le pays dans la tentation renouvelée de l'expansionnisme régional. Cet Etat pourrait être perçu par ses voisins comme une menace potentielle contre l'équilibre régional, surtout si il se reconstitue sur les bases d'un pouvoir central fort ou d'une majorité confessionnelle. Autrement dit, le seul moyen pour l'Irak d'éviter les deux écueils du démembrement et de l'expansionnisme semble être le maintien de la présence américaine (ou internationale), au moins à court terme. La présence militaire américaine semble devoir durer encore plusieurs années, même si les responsables américains sont assez évasifs sur cette hypothèse<sup>50</sup>. Depuis la fin de l'année 2003, certains se risquent à des analogies avec l'après- deuxième guerre mondiale. Une présence militaire de deux années serait trop limité pour accompagner un changement positif durable, si on la compare avec celle qu'ont connu le Japon et l'Allemagne après 1945<sup>51</sup>. En fonction de l'évolution de l'opinion intérieure américaine, ou des alternances politiques à la Maison Blanche et au Congrès, l'administration américaine pourrait accepter un partage des responsabilités sur le terrain.

---

<sup>50</sup> « Nous resterons jusqu'à ce que le travail soit fait » (déclaration du président Bush lors de sa visite à Bagdad le 27 novembre 2003)

<sup>51</sup> après la guerre, les troupes américaines sont restées 7 ans au Japon et 10 ans en Allemagne.

Selon un scénario de type balkanique ou afghan, l'ONU pourrait assumer des tâches de police, d'administration ou de transition démocratique, l'OTAN quant à elle pourrait s'impliquer dans la sécurité du pays.

A l'évidence, un gouvernement proche de Washington permettrait aux troupes américaines de se maintenir plusieurs années en Irak. L'arc défensif que les Etats-Unis constituent atteindrait une continuité territoriale du sultanat d'Oman au Pakistan et de la Turquie à l'Afghanistan, isolant encore un peu plus Téhéran. Le maintien américain en Irak garantirait en outre la stabilité et la sécurité au nouveau régime, tout en permettant à Washington de protéger ses approvisionnements pétroliers. Cette hypothèse, assez vraisemblable, entrerait cependant en conflit avec le modèle, qui vise à restaurer la pleine souveraineté au peuple irakien.

## CONCLUSION

Même si elle avait déjà été programmée auparavant, la guerre en Irak a été déclenchée en réaction du 11 septembre, comme pour valider la nouvelle stratégie qui en est née: porter le combat de manière préventive chez l'ennemi, imposer le changement démocratique à un régime incapable de se réformer, et, au-delà, lutter contre le terrorisme international, contre la prolifération des ADM, et stabiliser le Moyen Orient. Tout l'édifice doctrinal dont la NSS constitue la clé de voûte ne sera ratifié que lorsque les objectifs fixés seront atteints. En s'engageant dans ce processus, les Etats-Unis se sont fixé des contraintes énormes : il s'agissait de mettre à bas un régime politique, de faire table rase du passé institutionnel, et de reconstruire un Etat souverain et stable sur des bases démocratiques. Le projet est bien plus ambitieux que les guerres classiques, qui n'ont que pour seul objectif de défaire une armée, voire éventuellement de faire plier un régime (comme c'était le cas pour la Serbie en 1999). La NSS est une brillante construction théorique, mais son application dans l' « Orient arabe compliqué »<sup>52</sup> apparaît finalement comme une gageure.

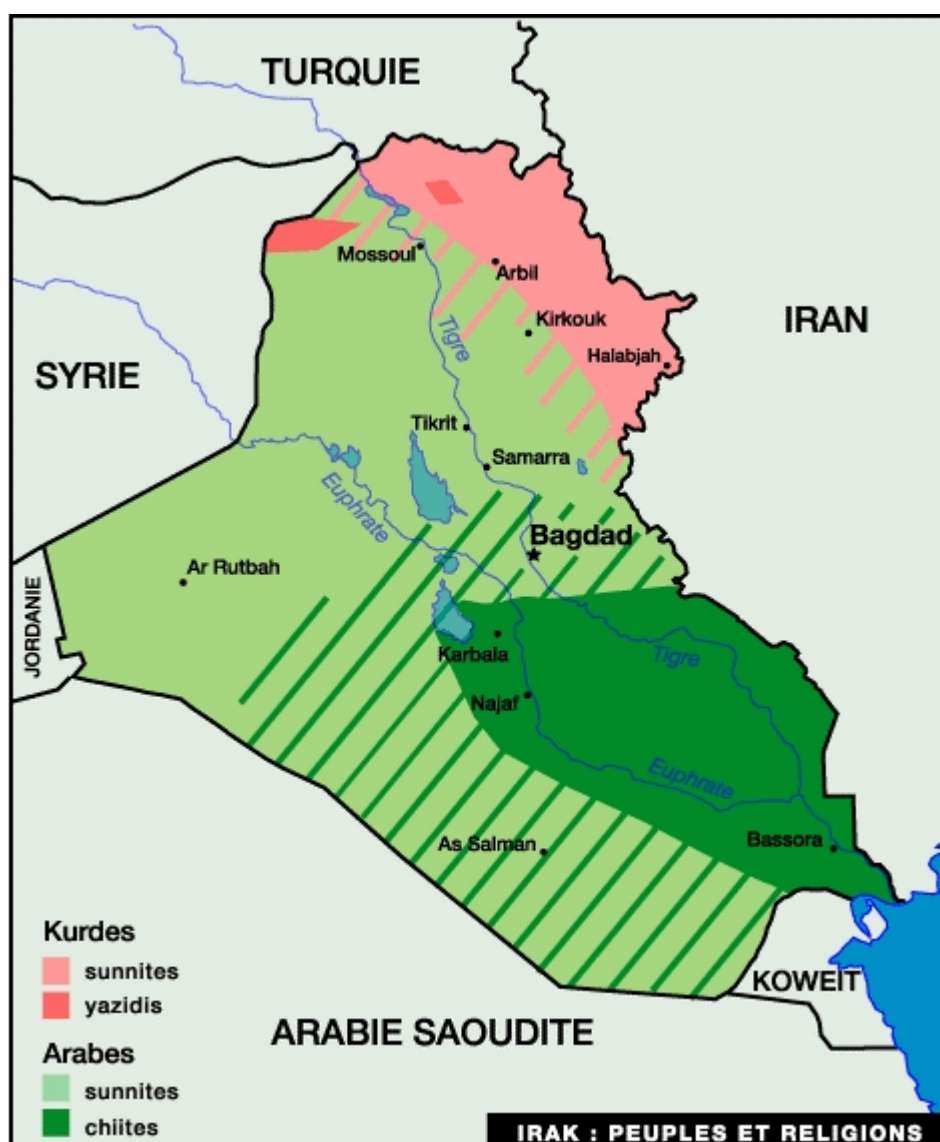
Le premier défi consiste reconstruire un Irak stable et uni, sans menacer l'équilibre précaire que connaît le Moyen Orient. En d'autres termes, comment réaliser l'idéal démocratique contenu dans la NSS sans risquer l'implosion de l'Irak ? En renversant un régime qui maintenait l'unité par la terreur, les Etats-Unis ont pris une responsabilité devant le peuple irakien. Leur désengagement prématuré pourrait se traduire par des affrontements intercommunautaires et un embrasement généralisé. Le deuxième défi consiste à mettre en œuvre les objectifs contenus dans la NSS, même si ils s'opposent aux intérêts de puissance américains. Typiquement, il s'agit de choisir entre la pleine souveraineté accordée au peuple irakien et le maintien de la présence américaine. Ce sont vraisemblablement les rapports de force entre les composantes du pouvoir à Washington qui détermineront les futurs choix. L'Irak pourrait bien illustrer l'affrontement entre les deux tendances traditionnelles de la politique extérieure américaine, l'idéalisme et le réalisme.

---

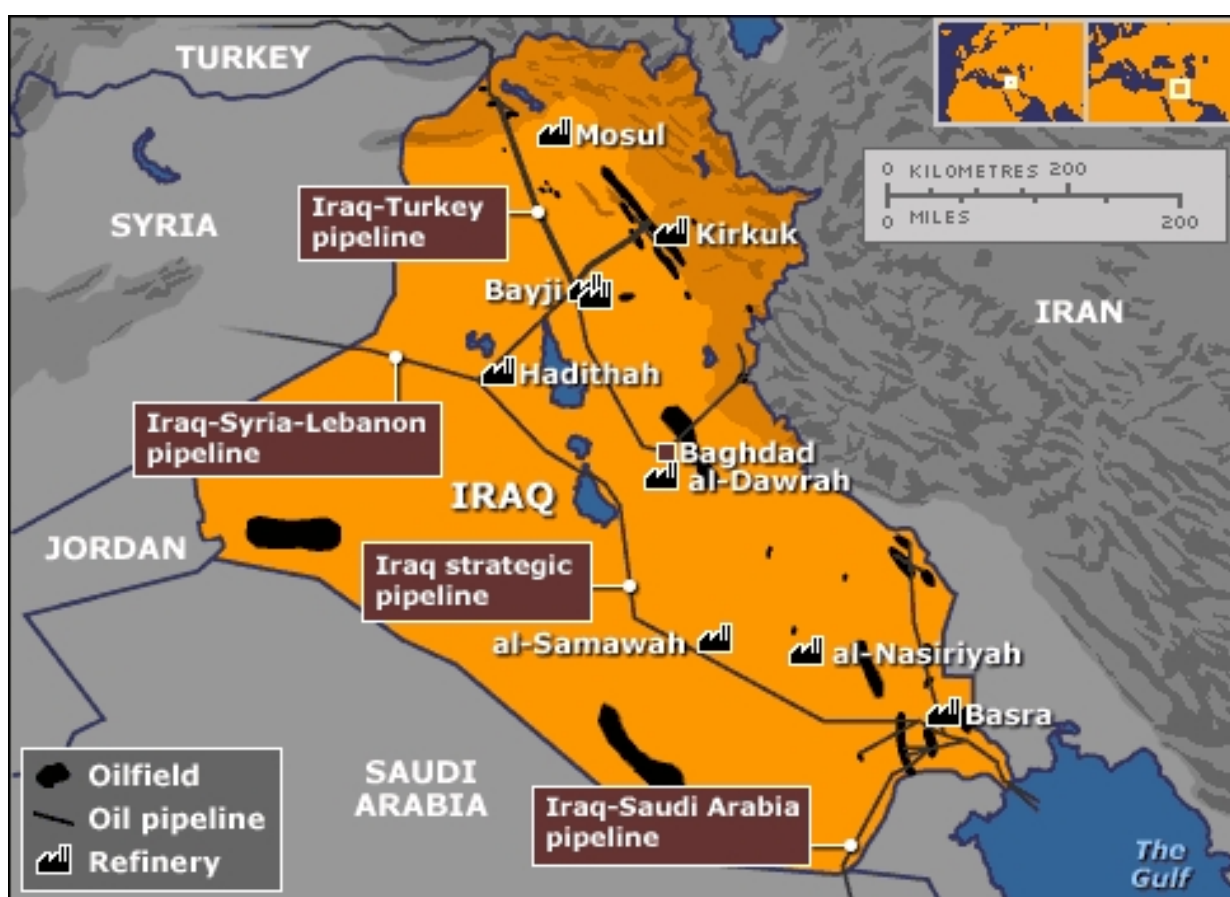
<sup>52</sup> Henry Laurens, l'Orient arabe à l'heure américaine

## Annexes

### Annexe 1- Carte des principales communautés en Irak



Annexe 2- infrastructures et champs pétroliers en Irak



### Annexe 3 : préambule à la National Security Strategy

Septembre 2002, La Maison Blanche - Washington

Les grandes luttes du vingtième siècle entre la liberté et les totalitarismes ont pris fin avec une victoire décisive des forces de liberté – et un modèle unique de réussite nationale, basé sur la liberté, la démocratie et la libre entreprise. Au vingt-et-unième siècle, seules les nations qui partagent un engagement à protéger les droits fondamentaux de l'Homme et à garantir la liberté politique et économique pourront libérer le potentiel de leur peuple et assurer leur prospérité future. Partout, les gens veulent être libres de parler, d'élire ceux qui les gouverneront, de pratiquer le culte de leur choix, de donner un enseignement à leurs enfants – qu'il s'agisse de garçons ou de filles, de posséder des biens et de profiter des fruits de leur travail. Ces valeurs de liberté sont justes et vraies pour toute personne, dans toute société – et le devoir de protéger ces valeurs contre leurs ennemis est partagé par tous ceux qui aiment la liberté, partout et depuis toujours.

Aujourd'hui, les Etats-Unis sont dans une enviable situation de puissance militaire incomparable et de grande influence économique et politique. Conformément à notre héritage et à nos principes, nous n'utilisons pas notre puissance pour obtenir un quelconque avantage unilatéral. Nous cherchons, au contraire, à créer un équilibre des forces qui favorise la liberté des hommes, des conditions permettant à toutes les nations et toutes les sociétés de choisir elles-mêmes la récompense et les défis de la liberté politique et économique. Dans un monde en sécurité, les gens pourront rendre leur vie meilleure. Nous défendrons la paix en combattant les terroristes et les tyrans. Nous ferons durer la paix en construisant de bonnes relations entre les grandes puissances. Nous ferons progresser la paix en soutenant les sociétés libres et ouvertes sur tous les continents.

La défense de notre Nation contre ses ennemis constitue l'engagement premier et fondamental du Gouvernement Fédéral. De nos jours, cette tâche a changé d'une manière radicale. Dans le passé, pour mettre en danger l'Amérique, il fallait à des ennemis de grandes armées et de grandes capacités industrielles. Aujourd'hui, des réseaux d'hommes de l'ombre

peuvent nous infliger des souffrances et un chaos considérables, pour un coût inférieur au prix d'achat d'un seul char. Des terroristes se sont organisés pour infiltrer les sociétés ouvertes et pour tourner contre nous le pouvoir des technologies modernes.

Pour vaincre cette menace nous devons utiliser tous les moyens à notre disposition – la puissance militaire, de meilleures défenses civiles, le respect des lois, le renseignement et de vigoureux efforts pour tarir les sources financières du terrorisme. La guerre contre des organisations terroristes internationales est un effort d'ampleur mondiale et de durée indéterminée. L'Amérique aidera les nations qui ont besoin de notre assistance pour combattre la terreur. Et l'Amérique prendra à partie les nations qui font régner la terreur, y compris celles qui donnent asile à des terroristes, car les alliés de la terreur sont les ennemis de la civilisation. Les Etats-Unis et les pays qui coopèrent avec nous doivent interdire aux terroristes de créer de nouvelles bases de développement. Ensemble nous nous efforcerons de les empêcher d'avoir des sanctuaires où que ce soit.

Le plus grave danger pour notre Nation est l'alliance de l'extrémisme et de la technologie. Nos ennemis ont clairement déclaré qu'ils cherchent à se doter d'armes de destruction massive et il y a des preuves qu'ils y travaillent avec détermination. Les Etats-Unis ne permettront pas à ces efforts de réussir. Nous construirons des défenses contre des missiles balistiques et d'autres vecteurs. Nous coopérerons avec d'autres pays pour empêcher nos ennemis d'acquérir des technologies dangereuses. Et, parce que c'est le bon sens même et qu'il s'agit d'autodéfense, l'Amérique agira contre de telles menaces émergentes avant même qu'elles ne soient prêtes à nous frapper. Nous ne pouvons défendre l'Amérique et nos amis en nous contentant d'espérer que tout ira bien. Nous devons donc être prêts à contrer les plans de nos ennemis, à utiliser les meilleurs renseignements dont nous disposons et à agir de manière volontariste. L'Histoire jugera sévèrement ceux qui ont vu venir ce nouveau danger sans réagir. Dans le monde qui commence, la seule voie vers la paix et la sécurité est celle de l'action.

Tout en défendant la paix, nous profiterons d'une opportunité historique de la préserver. De nos jours, la communauté internationale a la plus grande chance qui se soit présentée - depuis l'émergence des états-nations au dix-septième siècle - de construire un monde où les grandes puissances se font concurrence pacifiquement, au lieu de se préparer continuellement à la guerre. De nos jours, les grandes puissances de ce monde sont unies

avec nous dans le même camp, unies par les mêmes dangers de violence terroriste et de chaos. Les Etats-Unis s'appuieront sur cette communauté d'intérêts pour promouvoir la sécurité mondiale. Nous sommes aussi unis par des valeurs communes. La Russie est dans une phase de transition porteuse d'espoirs; elle progresse vers un avenir démocratique et c'est un partenaire dans la guerre contre le terrorisme. Les dirigeants de la Chine sont en train de découvrir que la liberté économique est la seule source de richesse nationale. Avec le temps, ils s'apercevront que la liberté sociale et politique est la seule source de grandeur d'une nation. L'Amérique encouragera le progrès de la démocratie et l'ouverture économique de ces deux pays, car ce sont là les meilleures fondations pour leur stabilité et l'ordre international. Nous résisterons avec force à d'éventuelles agressions venant d'autres grandes puissances, tout en saluant leur marche en paix vers la prospérité, le commerce et le progrès culturel.

Enfin, les Etats-Unis profiteront de cette époque d'opportunités pour faire progresser la liberté à travers le monde. Nous travaillerons activement à apporter les espoirs de la démocratie, du développement, des marchés ouverts et du commerce libre partout dans le monde. Les événements du 11 septembre 2001 nous ont enseigné que des états faibles, comme l'Afghanistan, peuvent constituer pour notre intérêt national un danger aussi fort que s'il provenait d'états puissants. La pauvreté ne transforme pas des gens pauvres en terroristes et en meurtriers. Mais la pauvreté, la faiblesse des institutions et la corruption peuvent rendre des états faibles vulnérables aux agissements des réseaux terroristes et aux cartels de la drogue, à l'intérieur de leurs frontières.

Les Etats-Unis seront aux côtés de tout pays déterminé à construire un avenir meilleur grâce aux avantages que la liberté apporte à son peuple. La liberté du commerce et l'ouverture des marchés ont prouvé leur aptitude à tirer des sociétés entières hors de la pauvreté; les Etats-Unis travailleront donc avec des pays indépendants, des régions entières et l'ensemble de la communauté commerciale mondiale à construire un monde qui commerce librement et progresse de ce fait vers la prospérité. Les Etats-Unis accroîtront leur assistance au développement, dans le cadre du programme New Millenium Challenge Account, aux pays de bonne gouvernance, qui investissent dans leurs citoyens et encouragent la liberté économique. Nous continuerons aussi à être à l'avant-garde des pays qui luttent contre le fléau du sida et les autres maladies infectieuses.

Dans leur effort d'arriver à un équilibre des pouvoirs qui favorise la liberté, les Etats-Unis sont guidés par la conviction que toutes les nations ont d'éminentes responsabilités. Les nations qui ont la chance d'avoir cette liberté doivent combattre activement le terrorisme. Les nations qui ont besoin de la stabilité internationale doivent aider à empêcher la prolifération des armes de destruction massive. Les nations qui sollicitent l'aide internationale doivent se gouverner de manière sage, pour que l'aide qu'elles reçoivent soit dépensée à bon escient. Pour que la liberté prospère, il faut demander et rendre des comptes.

Nous sommes aussi guidés par la conviction que nul pays ne peut construire un monde meilleur et plus sûr tout seul. Les alliances et les institutions multilatérales peuvent renforcer les nations qui chérissent la paix. Les Etats-Unis sont engagés à supporter des institutions durables comme les Nations unies, l'Organisation Mondiale du Commerce, l'Organisation des Etats Américains et l'OTAN, ainsi que d'autres alliances conclues depuis longtemps. De nouvelles coalitions, regroupant des pays de bonne volonté, peuvent renforcer les institutions permanentes précédentes. Dans tous les cas, les engagements internationaux doivent être respectés. Ils ne doivent pas être pris de manière symbolique, pour faire semblant de supporter un idéal sans lui donner un contenu concret.

La liberté est l'exigence non négociable de la dignité humaine, un droit que chaque personne acquiert à sa naissance, dans toutes les civilisations. Dans toute l'Histoire, la liberté a été menacée par la guerre et la terreur; elle a été défiée par les volontés conflictuelles d'états puissants et les desseins malfaisants de tyrans; et elle a été mise à mal par l'étendue de la pauvreté et de la maladie. De nos jours, l'Humanité tient entre ses mains l'opportunité d'assurer le triomphe de la liberté sur tous ces ennemis. Nous Américains sommes ravis de la responsabilité que nous confère notre rôle de leader de cette grande mission.

George W. Bush

La Maison Blanche, 17 septembre 2002.

(Traduction en français par Daniel Martin)

## Eléments de bibliographie

### ▪ Sur l'Irak

- Charles Saint-Prot, Histoire de l'Irak : De Sumer à Saddam Hussein, Paris ; Ellipses (collection l'Orient politique), février 1999
- A.Dulait et F.Thual, l'avenir politique de l'Irak, Ellipses, 1999
- Elie Kheir, processus de paix et Etats de guerre in Cahiers d'Etudes Stratégiques n° 29, 4ème trimestre 2000

### ▪ sur le chiisme

- F.Thual, géopolitique du chiisme, Arléa, 1995

### ▪ sur la stratégie et la politique extérieure américaines

#### ▪ documents officiels

- *National Security Strategy* – the National Security Council – septembre 2002
- *Quadriennial Defense Review*- Department of Defense- septembre 2001
- *National Strategy for Homeland Security*- the White House- juillet 2002

#### ▪ ouvrages

- F.Fukuyama, la fin de l'histoire et le dernier homme, 1992
- Saïda Bedar, l'asymétrie comme paradigme central de la stratégie américaine. Le Débat Stratégique n° 56. Mai 2001
- Lise-Eliane Pomier , La stratégie des États-Unis, Sécurité nationale des États-Unis, mars 2002.
- Henry Laurens, l'Orient arabe à l'heure américaine, de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak, 2003
- Pierre Hassner, la Terreur et l'empire, 2003

#### ▪ Articles

- Philippe Got, et Nicolas Bronard, La National security strategy. Défense Nationale. N° 12. Décembre 2002.
- Alain-Michel Ayache, , La nouvelle politique des américains au Moyen-Orient : Diminuer leur dépendance au pétrole saoudien. Le Monde Diplomatique, Paris, 04 octobre 2002
- G.E. Touchard, l'intervention en Irak : un faux débat pour de vraies questions, in Revue de la Défense Nationale, avril 2003
- Ronald Asmus et Kenneth Pollack, article paru dans la revue Aspenia, février 2004

- **sur la reconstruction de l'Irak**

- site web de la Maison-Blanche : [www-whitehouse.gov/infocus/iraq](http://www-whitehouse.gov/infocus/iraq)
- site de l'autorité provisoire de la coalition : [www-cpa-iraq.org](http://www-cpa-iraq.org)
- site web du Département d'Etat : [www.state.gov](http://www.state.gov).

- **sur les ADM**

- Cécile ROLIN,. Les armes de destruction massive. Amnesty International. Janvier 2003
- Pierre Lellouche, Guy-Michel Chauveau Et Aloyse Warhouver, Rapport d'information sur la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, Paris ; Assemblée nationale, décembre 2000.

- **l'Irak vu de l'ONU**

- Site web [www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/onu](http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/onu), les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.
- Site web ONU, [www.un.org](http://www.un.org)



## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	3
<b>1E PARTIE– L’IRAK CONSTITUE L’OBJECTIF IDEAL AU REGARD DE LA NSS ET DES INTERETS AMERICAINS .....</b>	<b>7</b>
<b>1.1 La menace irakienne justifie l’action préventive que préconise la NSS.....</b>	<b>7</b>
• le dogme de l’action préventive.....	7
• Les armes de destruction massive en Irak.....	9
• Les liens entre l’Irak et le terrorisme .....	9
<b>1.2 l’Irak, une cible antérieure à la NSS .....</b>	<b>12</b>
• Intérêt pétrolier.....	12
• L’Irak, solution du problème palestinien ?.....	14
<b>1.3 un objectif rendu plus vulnérable par les fragilités dont souffre le régime .....</b>	<b>16</b>
<b>2E PARTIE ..... – LE DECALAGE ENTRE LE MODELE DE REFERENCE ET LA REALITE IRAKIENNE REND NECESSAIRE DES AJUSTEMENTS .....</b>	<b>18</b>
<b>2.1 le décalage entre le modèle théorique et les réalités du terrain.....</b>	<b>18</b>
• ADM introuvables .....	18
• une guerre de libération ?.....	19
• répercussion sur le conflit palestinien .....	20
• lutte contre le terrorisme international.....	20
<b>2.2 Erreurs commises par le commandement dans un contexte de guerre .....</b>	<b>21</b>
• pas d’évolution de la logique militaire après la chute de Bagdad.....	21
• pas de fermeture des frontières.....	21
• limogeage de l’armée et de la garde républicaine. ....	21
• Manque de proximité vis-à-vis de la population.....	22
• volonté d’agir seuls.....	22
<b>2.3 des ajustements qui s’apparentent à une course contre la montre .....</b>	<b>23</b>
• presse et l’école .....	23
• services publics et sécurité .....	23
• reconstruction des infrastructures.....	24
• Transition politique.....	24

## **3E PARTIE ..... - LES SCENARIOS D'AVENIR, OU LA REUSSITE DU MODELE IRAKIEN ?26**

<b>3.1</b>	<b>la démocratisation de l'Irak et ses effets escomptés .....</b>	<b>26</b>
<b>3.2</b>	<b>la démocratie en Irak : un mythe ? .....</b>	<b>27</b>
<b>3.3</b>	<b>les scénarios possibles .....</b>	<b>28</b>
•	république laïque ou islamique ?.....	29
•	fédération ou démembrement ? .....	30
•	Etat souverain ou protectorat américain ? .....	31
	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>33</b>
	<b>Annexes.....</b>	<b>34</b>
	<b>Eléments de bibliographie .....</b>	<b>40</b>